



Distr. générale
25 avril 2018

Français
Original : anglais



**Programme
des Nations Unies
pour l'environnement**

**Conférence des Parties à la Convention de Bamako sur l'interdiction
d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle
des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux
produits en Afrique**
Deuxième réunion
Abidjan (Côte d'Ivoire)
30 janvier – 1^{er} février 2018

**Décision 2/7 : Plan de travail, quotes-parts et contributions
volontaires estimatives des Parties et budget pour l'exercice
biennal 2018-2019**

La Conférence des Parties,

Rappelant le paragraphe 1 de l'article 14 de la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique, qui prévoit que son budget ordinaire, ainsi qu'il est spécifié aux articles 15 et 16 de la Convention, est établi par le secrétariat et approuvé par elle,

Tenant compte des règles de gestion financière relatives à l'administration de la Convention de Bamako, qu'elle a adoptées à sa première réunion,

Sachant qu'elle a adopté le barème des quotes-parts pour l'exercice 2018,

Considérant qu'il faut définir un nouveau barème qui assure une répartition équilibrée des quotes-parts entre les Parties,

Considérant également les projets de plan de travail et de budget pour l'exercice biennal 2018-2019, dont le secrétariat l'a saisie,

1. *Adopte* le plan de travail et le budget pour l'exercice biennal 2018-2019, qui figurent dans les annexes I et II de la présente décision ;
2. *Adopte également* le barème des quotes-parts reproduit dans l'annexe III de la présente décision ;
3. *Prie* le secrétariat de définir, dans un délai de six mois à compter de l'adoption de la présente décision, un nouveau barème assurant une répartition équilibrée des quotes-parts entre les Parties, de communiquer le barème proposé aux Parties afin que celles-ci puissent formuler des observations et de lui présenter le projet de barème à sa troisième réunion ;
4. *Prie* les États parties de verser le montant intégral de leurs contributions dans les 45 jours qui suivent la réception de la communication du Secrétaire exécutif demandant le paiement des contributions ;

5. *Prie* le secrétariat d'élaborer, en collaboration avec le Groupe de travail technique et juridique et d'autres organismes nationaux, régionaux et internationaux compétents dans les domaines relatifs aux déchets dangereux, un plan détaillé des activités à réaliser pour mettre en œuvre le plan de travail adopté.

Annexe I de la décision 2/7

Plan de travail pour la période biennale 2018-2019

Numéro	Produits	Résultats	Activités	Mesure des résultats	Dépenses prévues (en dollars des États-Unis)
1	Élaboration d'une législation nationale adéquate sur l'interdiction des mouvements des déchets dangereux	Convention mise en œuvre par voie de législation nationale	Examen de la législation nationale ; consultation avec les parties prenantes intéressées ; sensibilisation et rédaction d'une législation nationale	Les Parties sont dotées de législations nationales adéquates concernant le système de contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux	420 000
2	Formation des autorités compétentes, des correspondants et des organes de surveillance	Les autorités compétentes, les correspondants et les organes de surveillance sont en mesure de s'acquitter des responsabilités énoncées dans la Convention	Atelier sur les obligations de communication prévues dans la Convention de Bamako et la Convention de Bâle en ce qui concerne l'établissement d'inventaires nationaux des déchets dangereux	Les inventaires commencent à être établis au niveau national Les Parties s'acquittent des obligations de communication que leur font les conventions	462 000
3	Élaboration d'une stratégie pour la gestion des déchets dangereux et le financement des activités qui en découlent	Les programmes de gestion des déchets dangereux sont financés	Constitution de partenariats	Nombre d'activités financées	210 000
	Mobilisation des ressources en vue de la gestion rationnelle des substances chimiques	Stratégie de financement élaborée et disponible au niveau des pays	Développement de l'expertise nationale	Nombre de stratégies élaborées et appliquées ; nombre de partenariats formés	357 000
4	Collaboration avec la Convention de Bâle et les institutions intéressées	Définition d'une approche complémentaire de la gestion des déchets dangereux en Afrique	Promotion de la Convention de Bamako pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux	Les conventions de Bamako et de Bâle sont efficacement utilisées pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux	147 000
	Coopération efficace avec les centres régionaux et les centres de coordination de la Convention de Bâle	Centres régionaux facilitant la mise en œuvre des conventions de Bamako et de Bâle	Élaboration de programmes d'activités conjoints	Le plan d'activité est mis en œuvre dans le cadre de programmes conjoints	157 500
	Constitution de partenariats	Relations de travail officielles établies avec les secrétariats des conventions intéressées, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et le secteur privé	Élaboration d'un plan d'activité commun au secrétariat de la Convention de Bamako et aux centres régionaux et centres de coordination de la Convention de Bâle en Afrique et dans d'autres régions (coopération Sud-Sud)	Nombre d'activités mises en œuvre	168 000
Total					1 921 500

Annexe II de la décision 2/7

A. Budget de 2018

Numéro	Poste budgétaire	Montant (en dollars)					
		Total	Quotes-parts	Contributions volontaires			
1	Troisième réunion de la Conférence des Parties (les réunions de la Conférence des Parties se tenant tous les deux ans, les coûts indiqués ici correspondent à la moitié des coûts totaux afférents à la troisième réunion)	Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des participants	52 500	52 500	0		
		Effectifs	26 250	26 250	0		
		Communications	10 500	10 500	0		
		Communication de l'information	18 375	18 375	0		
		Photocopies et fournitures de bureau	5 250	5 250	0		
		Restauration	13 125	13 125	0		
		Autres coûts (lieu de la réunion, réceptions, etc.)	63 000	63 000	0		
		Total partiel 1	189 000	113 400	75 600		
2	Première réunion du Groupe de travail technique et juridique	Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des participants	73 500	0	73 500		
		Effectifs	21 000	0	21 000		
		Communications	10 500	0	10 500		
		Communication de l'information	5 250	0	5 250		
		Photocopies et fournitures de bureau	5 250	0	5 250		
		Restauration	7 350	0	7 350		
		Autres coûts (lieu de la réunion, réceptions, etc.)	10 500	0	10 500		
		Total partiel 2	133 350	0	133 350		
3	Coûts liés au secrétariat (pris en charge par le Programme des Nations Unies pour l'environnement)	Salaires	1 P-5 1 P-3 1 G-7 1 G-5	209 700 154 450 55 000 55 000	474 150	0	0
		Frais de voyage			50 000	0	0
		Communications			10 000	0	0
		Photocopies			4 000	0	0
		Fournitures de bureau			4 850	0	0
		Autres coûts			5 000	0	0
		Total partiel 3			(548 000)	0	0
		Aide et assistance technique fournies aux Parties (voir le plan de travail)			1 921 500	0	1 921 500
		Total partiel 4			1 921 500	0	1 921 500
		Total			2 791 850	113 400	2 130 450

B. Budget pour 2019

Numéro	Poste budgétaire	Montant (en dollars)						
		Total	Quotes-parts	Contributions volontaires				
1	Troisième réunion de la Conférence des Parties (les réunions de la Conférence des Parties se tenant tous les deux ans, les coûts indiqués ici correspondent à la moitié des coûts totaux engendrés afférents à la troisième réunion)	Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des participants	55 125	55 125	0			
		Effectifs	27 563	27 563	0			
		Communications	11 025	11 025	0			
		Communication de l'information	19 294	19 294	0			
		Photocopies et fournitures de bureau	5 513	5 513	0			
		Restauration	13 781	13 781	0			
		Autres coûts (lieu de la réunion, réceptions, etc.)	66 150	66 150	0			
		Total partiel 1		198 451	119 070	79 380		
2	Deuxième réunion du Groupe de travail technique et juridique	Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des participants	77 175	0	77 175			
		Effectifs	22 050	0	22 050			
		Communications	11 025	0	11 025			
		Communication de l'information	5 513	0	5 513			
		Photocopies et fournitures de bureau	5 513	0	5 513			
		Restauration	7 718	0	7 718			
		Autres coûts (lieu de la réunion, réceptions, etc.)	11 025	0	11 025			
		Total partiel 2		140 019	0	140 019		
3	Coûts liés au secrétariat (pris en charge par le Programme des Nations Unies pour l'environnement)	Salaires	1 P-5 1 P-3 1 G-7 1 G-5	209 700 + 5 % 154 450 + 5 % 55 000 + 5 % 55 000 + 5 %	497 858	0	0	
		Frais de voyage			52 500	0	0	
		Communications			10 500	0	0	
		Photocopies			4 200	0	0	
		Fournitures de bureau			5 093	0	0	
		Autres coûts			5 250	0	0	
		Total partiel 3			575 401	0	0	
		4	Aide et assistance technique fournies aux Parties (voir le plan de travail)			2 017 575	0	2 017 575
		Total partiel 4			2 017 575	0	2 017 575	
		Total			2 931 446	119 070	2 348 82	

Annexe III de la décision 2/7

A. Quotes-parts et contributions volontaires estimatives des Parties pour 2018

<i>Numéro</i>	<i>Parties</i>	<i>Barème des quotes-parts</i>	<i>Barème final des quotes-parts (en %)</i>	<i>Quotes-parts des Parties au budget ordinaire de 2018 (en dollars)</i>	<i>Contributions volontaires estimatives des Parties au budget ordinaire de 2018 (en dollars)</i>	<i>Total (en dollars)</i>
1	Bénin	0 473	1 118	1 268,222	23 826,126	25 094,348
2	Burkina Faso	0 685	1 619614	1 836,642	34 505,066	36 341,709
3	Burundi	0 155	0 366482	415,591	7 807,716	8 223,306
4	Cameroun	1 457	3 444931	3 906,552	73 392,528	77 299,080
5	Comores	0 037	0 087483	99,21	1 863,777	1 962,983
6	Congo	0 766	1 81113	2 053,822	38 585,228	40 639,049
7	Côte d'Ivoire	3	7 0932	8 043,689	151 117,079	159 160,768
8	Égypte	12	28 3728	32 174,755	604 468,318	636 643,073
9	Éthiopie	4	9 4576	10 724,918	201 489,439	212 214,358
10	Gabon	1 095	2 589018	2 935,946	55 157,734	58 093,680
11	Gambie	0 048	0 113491	128,70	2 417,873	2 546,572
12	Libye	3 26	7 707944	8 740,808	164 213,893	172 954,701
13	Mali	0 619	1 463564	1 659,681	31 180,491	32 840,172
14	Maurice	0 679	1 605428	1 820,555	34 202,832	36 023,387
15	Mozambique	0 871	2 059392	2 335,351	43 874,325	46 209,676
16	Niger	0 422	0 997777	1 131,479	21 257,136	22 388,615
17	Ouganda	1 141	2 69778	3 059,283	57 474,863	60 534,146
18	République démocratique du Congo	1 488	3 518227	3 989,670	74 954,071	78 943,741
19	République-Unie de Tanzanie	1 656	3 915446	4 440,116	83 416,628	87 856,744
20	Sénégal	0 841	1 98846	2 254,914	42 363,155	44 618,069
21	Soudan	3 322	7 854537	8 907,045	167 336,979	176 244,024
22	Tchad	0 942	2 227265	2 525,718	47 450,763	49 976,481
23	Togo	0 247	0 584007	662,26	12 441,973	13 104,237
24	Tunisie	2 339	5 530332	6 271,396	117 820,950	124 092,346
25	Zimbabwe	0 751	1 775664	2 013,603	37 829,642	39 843,246
	Total	42 294	100 000	113 399,925	2 130 448,585	2 243 848,510

B. Quotes-parts et contributions volontaires estimatives pour 2019

<i>Numéro</i>	<i>Parties</i>	<i>Barème des quotes-parts</i>	<i>Barème final des quotes-parts (en %)</i>	<i>Quotes-parts des Parties au budget ordinaire pour 2019 (en dollars)</i>	<i>Contributions volontaires estimatives des Parties au budget ordinaire pour 2019 (en dollars)</i>	<i>Total (en dollars)</i>
1	Bénin	0 473	1 118	1 330,850	26 268,304	27 599,154
2	Burkina Faso	0 685	1 619614	1 927,341	38 041,836	39 969,176
3	Burundi	0 155	0 366482	436,114	8 608,007	9 044,120
4	Cameroun	1 457	3 444931	4 099,468	80 915,262	85 014,730
5	Comores	0 037	0 087483	104,11	2 054,814	2 158,919
6	Congo	0 766	1 81113	2 155,245	42 540,213	44 695,459
7	Côte d'Ivoire	3	7 0932	8 440,908	166 606,580	175 047,488
8	Égypte	12	28 3728	33 763,632	666 426,320	700 189,952
9	Éthiopie	4	9 4576	11 254,544	222 142,107	233 396,651
10	Gabon	1 095	2 589018	3 080,931	60 811,402	63 892,333
11	Gambie	0 048	0 113491	135,06	2 665,705	2 800,760
12	Libye	3 26	7 707944	9 172,453	181 045,817	190 218,270
13	Mali	0 619	1 463564	1 741,641	34 376,491	36 118,132
14	Maurice	0 679	1 605428	1 910,459	37 708,623	39 619,081
15	Mozambique	0 871	2 059392	2 450,677	48 371,444	50 822,121
16	Niger	0 422	0 997777	1 187,354	23 435,992	24 623,347
17	Ouganda	1 141	2 69778	3 210,359	63 366,036	66 576,395
18	République démocratique du Congo	1 488	3 518227	4 186,690	82 636,864	86 823,554
19	République-Unie de Tanzanie	1 656	3 915446	4 659,381	91 966,832	96 626,213
20	Sénégal	0 841	1 98846	2 366,268	46 705,378	49 071,646
21	Soudan	3 322	7 854537	9 346,899	184 489,020	193 835,918
22	Tchad	0 942	2 227265	2 650,445	52 314,466	54 964,911
23	Togo	0 247	0 584007	694,97	13 717,275	14 412,243
22	Tunisie	2 339	5 530332	6 581,095	129 897,597	136 478,692
25	Zimbabwe	0 751	1 775664	2 113,041	41 707,181	43 820,221
	Total	42 294	100 000	118 999,921	2 348 819,565	2 467 819,486